FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



People Are Able to Handle the Truth!

Les gens sont capables d'accepter la vérité !

L'Europe rejette la paix avec la Russie et cherche la guerre. Les États-Unis et Israël veulent la guerre contre de nombreux pays – Réflexions

Peter Hänseler

sam. 04 juil. 2026 21 min de lecture

Introduction

En 1959, Ingeborg Bachmann concluait que l'on peut attendre des gens qu'ils assument la vérité, car ils sont tout à fait capables de la supporter, aussi inconfortable soit-elle. La littérature, affirmait-elle, ne doit ni dissimuler ni édulcorer la vérité.

Cela vaut d'autant plus pour les médias, qui, depuis des années, manquent à leur devoir en tant que « quatrième pouvoir ». Le monde se dirige vers une nouvelle guerre mondiale, et la majorité de l'humanité est incapable d'évaluer les risques et les opportunités lorsque les médias déforment les faits par leur propagande, de telle sorte que la vérité se perd dans un brouillard de plus en plus épais.

L'abrutissement a atteint un tel degré que les dirigeants occidentaux eux-mêmes finissent par croire à la propagande relayée par leurs propres médias et agissent en conséquence. Les contre-vérités qu'ils diffusent ne leur apparaissent même plus comme des mensonges. Pour la plupart, ils n'ont tout simplement plus la lucidité intellectuelle nécessaire pour les reconnaître comme tels. Il faut souligner que les politiciens sont avant tout devenus — et continuent d'être — les « ambassadeurs » d'un niveau d'éducation en constante baisse et qu'ils sont, par conséquent, devenus les victimes de leur propre propagande.

Cet article tente de montrer qu'il est encore possible de séparer le bon grain de l'ivraie, car la vérité se cache au milieu de tout le fatras de l'actualité.

N'oubliez pas le mal

Dans l'article « Le mal l'emportera-t-il ? », je me suis demandé qui, en réalité, déterminait les événements géopolitiques à travers le monde. J'ai évoqué la *« City de Londres »* et les *« Rothschild »* comme exemples de forces qui dirigent le monde dans l'ombre. Ils sont donc également responsables des guerres, des coups d'État et des autres bouleversements qui secouent notre monde. Même la petite partie des dossiers Epstein qui a été révélée a donné un premier aperçu des liens qui unissent les puissants. Voir « Epstein – « le concierge du mal » – Des questions dangereuses ». Par exemple, la famille Rothschild a été ramenée sous les feux de l'actualité ; cette même famille qui s'est donné beaucoup de mal pour convaincre le monde qu'elle n'exerçait plus aucune influence depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'elle se contentait de gérer quelques banques privées, musées et vignobles. Il n'est guère surprenant que les discussions sur le contenu des « dossiers Epstein » – ou sur leurs futures divulgations – aient complètement disparu des médias ; on est en droit de se demander qui contrôle les médias.

Le sujet de l'«*État profond*» n'est d'ailleurs pas une thèse colportée par quelques esprits confus. Dès 2017, le président Poutine s'était exprimé à ce sujet en toute clarté :

« Les présidents changent… Puis arrivent des hommes bien habillés, en costumes sombres, avec leurs valises. Ils commencent à expliquer comment les choses fonctionnent vraiment… et tout change instantanément. »

LE PRÉSIDENT POUTINE, 2017

Médias

Le contrôle s'exerce soit directement par les actionnaires, soit indirectement par le biais d'une influence politique ou économique — par exemple, en contrôlant les recettes publicitaires, en établissant des listes noires ou en manipulant le nombre de vues sur les chaînes YouTube. Le contrôle des médias dans l'Occident collectif est, de facto, total — ce qui n'est pas un mauvais résultat.

Réfléchissez-y : les responsables politiques et les médias ne cessent de se poser en défenseurs de la liberté d'expression, l'invoquant à la moindre occasion, qu'elle soit pertinente ou non. Pourtant, dans le même mouvement, ils s'emploient à la restreindre. Ils dénoncent avec la même vigueur les « fausses informations » et les « discours de haine » — autrement dit, ce qui relève précisément de l'exercice de la liberté d'expression — avant de les définir selon leurs propres critères et de les ériger en infractions pénales au service d'objectifs politiques.

En fin de compte, c'est donc l'État qui définit ce que signifient les « fausses *informations* » et les « *discours de haine* ». En conséquence, un droit qui n'est plus absolu mais qui a été relativisé s'effondre sous le poids de cette restriction. En Allemagne, l'orientation politique souhaitée des décisions judiciaires est garantie par la nomination politique des juges à la Cour constitutionnelle fédérale. Le processus de sélection des juges à la Cour de justice de l'Union européenne suit une procédure similaire.

Les conséquences de cette restriction sont délibérées et évidentes. Les analystes qui expriment ne serait-ce que les opinions les mieux fondées, mais qui ne correspondent pas aux goûts des dirigeants, sont privés de leurs droits, mis à l'écart et présentés comme des criminels sans procédure régulière. La méthode privilégiée est, par exemple, celle des sanctions de l'UE, qui avaient été initialement adoptées pour cibler les terroristes mais qui sont désormais — avec le soutien de l'opinion publique — imposées aux experts les plus objectifs, tels que le citoyen suisse (et donc non ressortissant de l'UE) Jacques Baud ; voir notre article à ce sujet. Le

résultat de cette influence politique ciblée est une couverture médiatique dans les médias traditionnels qui n'a plus rien à voir avec la vérité, mais qui la déforme souvent complètement.

Toutes les crises géopolitiques trouvent leur origine dans une seule et même source

Tous les conflits militaires à travers le monde doivent être considérés comme un tout, une stratégie globale. Ceux-là mêmes qui attisent la guerre contre l'Iran et la création violente du « Grand Israël » sont également responsables du conflit en Ukraine et de la guerre entre l'Europe et la Russie qui devrait bientôt éclater — et de nombreux autres conflits, tels que ceux en Afrique, que nous avons négligés dans notre blog, s'inscrivent également dans cette stratégie. Tout est interconnecté, et cela témoigne d'un manque de compréhension géopolitique lorsque des journalistes défendent la guerre — menée avec des méthodes génocidaires — contre l'Iran, le Liban et Gaza, tout en soutenant simultanément les actions de la Russie en Ukraine. Les forces qui déclenchent et alimentent ces conflits sont identiques. Comprendre cela aide grandement à saisir la situation géopolitique dans son ensemble.

Le tableau d'ensemble n'est pas difficile à comprendre : après des centaines d'années de domination coloniale sur le reste du monde, l'Occident collectif a déjà perdu la course économique face au Sud global ; nous y reviendrons plus loin. Alors que les guerres des 500 dernières années visaient à déterminer qui, en Occident, exercerait l'hégémonie sur l'empire colonial, les conflits d'aujourd'hui portent sur la capacité de l'Occident collectif à maintenir son empire colonial. Les chances sont contre lui, comme nous l'avons déjà souligné dans notre série «La guerre entre deux mondes a commencé». À l'époque, nous avions anticipé de nombreux conflits individuels s'étalant sur plusieurs décennies, mais sans guerre mondiale. Cette thèse relativement optimiste semble aujourd'hui s'effriter, alors que les agressions entre les puissances mondiales s'intensifient de jour en jour, que l'Occident collectif refuse d'abandonner l'arrogance du maître colonial et qu'il se surestime complètement à l'aide d'arguments fallacieux.

Le budget de la défense comme indicateur de la puissance militaire est un argument fallacieux

Depuis des décennies, les Américains font croire au monde entier qu'ils disposent des forces armées les plus puissantes au monde. Cette affirmation s'appuie sur un chiffre astronomique : le budget militaire américain s'élève à pas moins de 1 500

milliards de dollars américains. C'est 10 fois plus que le budget militaire russe, voire 190 fois plus que celui de l'Iran, qui s'élevait à 7,89 milliards de dollars américains en 2024. L'OTAN, hors États-Unis, a dépensé 608 millions de dollars américains.

Néanmoins, les États-Unis – tout comme Israël – ont essuyé des défaites tant lors de la « guerre des 12 jours » que dans le conflit actuel, qui a dégénéré de manière incontrôlable. L'OTAN, aux côtés des États-Unis, subit actuellement une défaite en Ukraine. Les budgets colossaux de l'Occident indiquent clairement que ses forces armées ne sont pas conçues pour défendre la liberté, mais plutôt pour engranger autant d'argent que possible. En conséquence, un système d'armement est considéré comme une réussite en Occident s'il peut être vendu — au prix le plus élevé possible — à ses propres forces armées ou à celles de pays tiers. En 2024, nous avons comparé deux hélicoptères de combat que les experts jugeaient équivalents : le Kamov KA-52 russe et l'AH-64 Apache américain. L'Apache coûte 155 millions de dollars américains ; le Kamov coûte 16 millions. De surcroît, les systèmes d'armement occidentaux sont produits en quantités quasi homéopathiques, et il est impossible d'augmenter la production à un niveau capable de soutenir durablement un conflit de longue durée — c'est trop coûteux, trop complexe, et cela s'ajoute à une capacité industrielle qui n'existe tout simplement plus.

À moyen terme, les États-Unis ne seront pas en mesure de produire du matériel militaire de haute qualité en quantités suffisantes et à des coûts raisonnables, car ils sont actuellement confrontés à un problème à plusieurs facettes : Premièrement, il y a un manque de volonté, puisque le profit est l'objectif premier du complexe militaro-industriel. Deuxièmement, en raison de trente ans de désindustrialisation, les États-Unis ne disposent plus de la base industrielle nécessaire pour produire des armes en quantités suffisantes en temps de guerre.

L'accent est plutôt mis sur la recherche du profit. Les observateurs objectifs devraient se rendre compte qu'une telle stratégie ne peut que mener au désastre en cas de crise — comme cela a été démontré au Moyen-Orient et en Ukraine. Selon divers experts, l'Occident accuse un retard d'au moins une décennie sur ses concurrents, tant en matière de technologie des missiles que de drones, dans ces régions.

L'Iran, par exemple, dont les dépenses de défense sont environ 200 fois inférieures à celles des États-Unis, possède des missiles hypersoniques extrêmement difficiles à intercepter. En revanche, l'Occident dans son ensemble ne dispose toujours pas d'armes hypersoniques opérationnelles. Les critiques attribuent cela à une combinaison de recherche du profit, d'arrogance et de corruption au sein du complexe militaro-industriel.

Si l'Occident souhaite à l'avenir opérer sur un pied d'égalité sur le plan militaire, il devra réformer en profondeur le complexe militaro-industriel — une tâche qui semble presque impossible compte tenu de l'équilibre économique et politique actuel ; cette industrie est contrôlée par les groupes évoqués plus haut.

Un manque de volonté de se battre en Occident

Comment l'Occident réagit-il aux guerres qu'il a perdues ? — Il augmente ses budgets militaires sans s'attaquer aux problèmes structurels nécessaires. En Occident, on croit à tort que tout peut se résoudre avec de l'argent. En Russie, l'industrie de la défense est essentiellement publique, et il existe donc un intérêt marqué pour la production d'armes de haute qualité mais abordables.

Ainsi, il n'y aura de changement aux États-Unis que si la recherche du profit dans la production d'armes était sérieusement remise en question — et si la société était capable d'attirer les meilleurs cerveaux vers l'industrie de la défense dans l'intérêt de la société américaine dans son ensemble, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Les physiciens américains spécialisés dans les missiles gagnent davantage en tant qu'analystes dans des banques d'investissement, et ils n'ont aucune motivation à servir leur pays, compte tenu du faible niveau de volonté de défendre l'Occident. En Allemagne, par exemple, *un seul* chiffre anéantit tout espoir d'une plus grande volonté de servir : sur 300 000 jeunes Allemands, 530 sont disposés à effectuer leur service militaire — soit 0,17 % ! (Source : Süddeutsche Zeitung). Ce chiffre contraste fortement avec les déclarations de Boris Pistorius, le ministre allemand de la Défense, qui a annoncé dès 2024 :

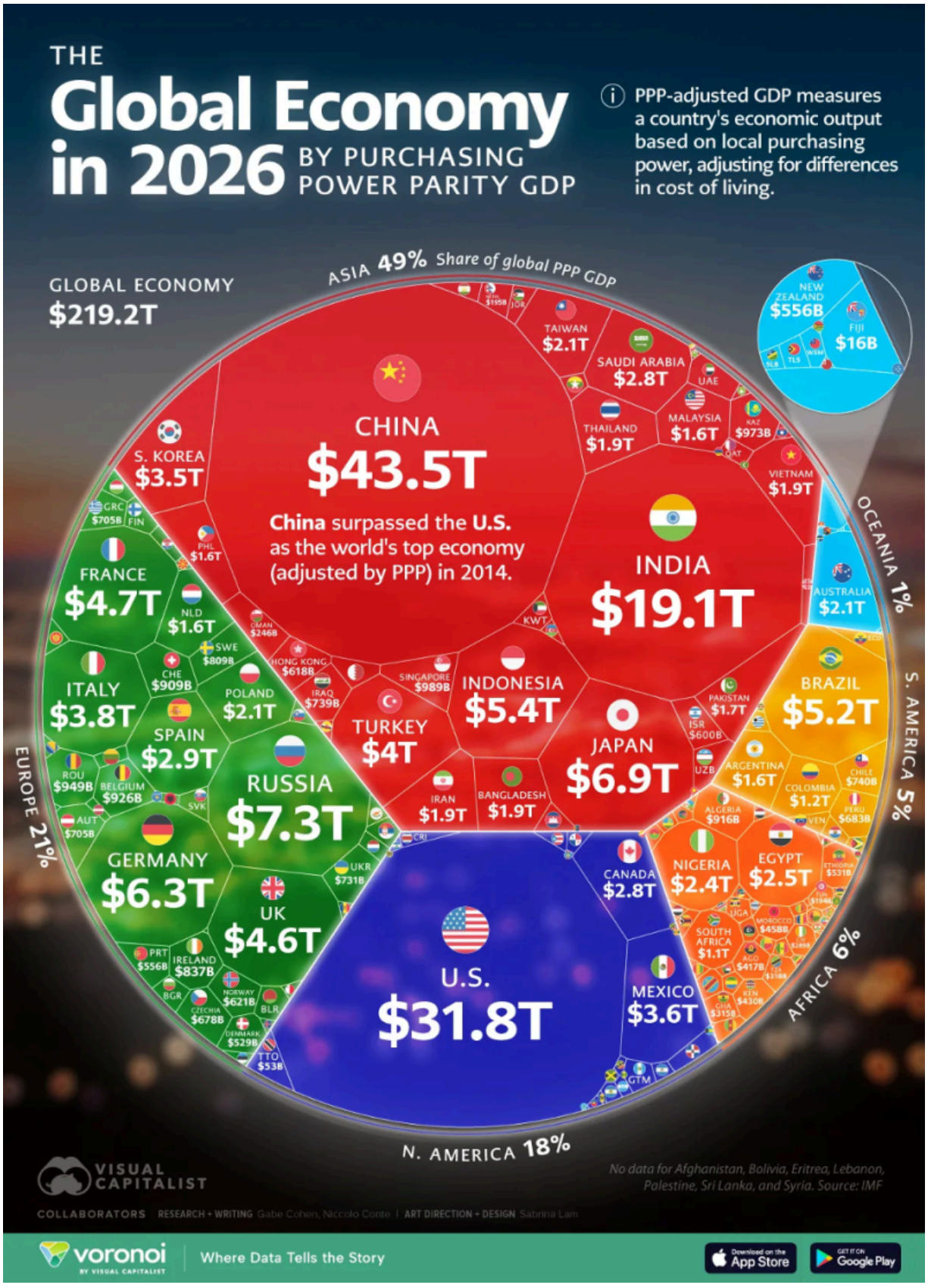
> *« Nous devons être prêts au combat d'ici 2029 », a déclaré le ministre. « Nous devons mettre en place un moyen de dissuasion pour empêcher que la situation ne dégénère jusqu'à l'extrême. »*
>
> BORIS PISTORIUS, 5 JUIN 2024

Les perspectives pour l'Occident collectif de préparer ses forces armées à la guerre sont donc sombres. Néanmoins, les Européens et les Américains semblent se précipiter tête baissée vers une guerre mondiale avec des systèmes d'armement obsolètes mais hors de prix, et sans la volonté nécessaire de se défendre au sein de la population. Cela ne semble pas seulement insensé — c'est insensé. Les faits parlent d'eux-mêmes. Qui ferait une chose pareille ? Des politiciens corrompus, comme ceux que nous avons décrits au début.

L’économie, indicateur de la défaite

Si l’on examine les données économiques, il est facile de constater que l’Occident collectif a déjà perdu la course économique. L’histoire nous enseigne que, dans une telle situation, la guerre est la seule option qui reste.

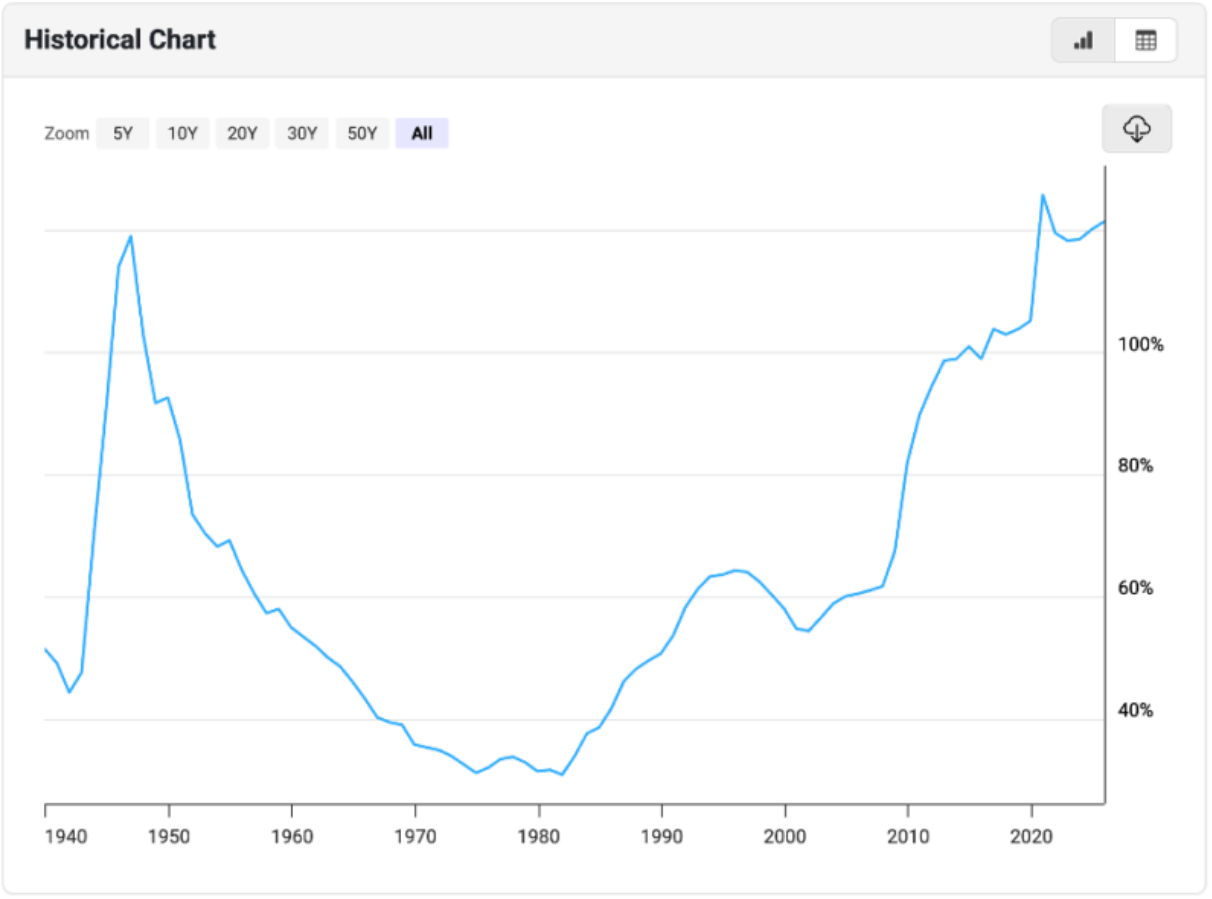
Depuis des années, j’attire l’attention sur la dette publique dévastatrice et les valorisations grotesques des marchés financiers. En outre, l’Occident collectif triche également lorsqu’il s’agit de calculer la puissance économique. Tout cela vise à maintenir un discours permettant aux États-Unis de continuer à être présentés comme le numéro un. Si l’on calcule le PIB en parité de pouvoir d’achat — c’est-à-dire en tenant compte du pouvoir d’achat local de chaque pays —, les États-Unis ont déjà perdu.



Source: Visual Capitalist

Selon ce calcul, la Chine devance les États-Unis, la Russie devance le Japon et l'Allemagne.

De plus, l'Occident collectif, en tant qu'agresseur, se trouve confronté à une situation politique et économique intérieure qui ne lui permet pas d'envisager un affrontement militaire avec la Russie, l'Iran et la Chine : la dette américaine s'élève à plus de 121 % du produit intérieur brut (PIB) — la dernière fois que cela s'est produit, c'était à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à la suite d'une guerre industrielle qui avait permis aux États-Unis d'asseoir leur domination mondiale. Au bout de 35 ans, et dans des conditions économiques et politiques restées favorables aux États-Unis, cette dette avait été ramenée à moins de 40 %.



Source: Macrotrends

En 1945, les Américains ont atteint l'apogée de leur puissance. Aux côtés de l'Union soviétique, ils dominaient le cours de la guerre, détenaient 22 000 tonnes d'or, et l'industrie américaine produisait 70 % des biens manufacturés mondiaux. Voilà à quoi ressemble la véritable *« domination à tous les niveaux »* : domination militaire, domination industrielle, or — car celui qui *détient l'or* fixe les règles. Aujourd'hui, les États-Unis sont à nouveau confrontés à une guerre mondiale, et la situation ressemble beaucoup à celle qui prévalait après la dernière guerre, à une différence majeure près : la Chine est au moins l'égale des États-Unis sur le plan économique, et bénéficie de conditions économiques bien plus favorables.

Ce ne sont pas là les conditions nécessaires à un conflit militaire à l'échelle mondiale — ni sur le plan financier, ni sur le plan économique, ni, par conséquent, sur le plan politique.

Moyen-Orient

Il ressort clairement du texte du protocole d'accord que l'Iran a vaincu militairement tant Israël que les États-Unis ; sinon, les Américains n'auraient jamais signé un tel document. Israël ne peut, sans risquer de voir s'effondrer ses propres illusions quant à son statut de grande puissance, se conformer à l'esprit du document et mettre fin à la guerre au Liban et à Gaza. Il n'y aura donc pas de paix.

Nos commentaires sur ce sujet : «L'Iran bat les États-Unis – Réflexions ». En Iran, les voix s'amplifient pour affirmer que le président et le ministre des Affaires étrangères ne négocient pas avec suffisamment de fermeté — la pression publique en Iran réclame une position plus dure envers les États-Unis et Israël. Le Guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, a approuvé le protocole d'accord (MoU) avec les États-Unis visant à mettre fin à la guerre régionale sous certaines conditions. Cependant, dans une déclaration publique, il a indiqué qu'il avait fondamentalement un « point de vue différent », mais qu'il avait accepté l'accord après avoir reçu du président Masoud Pezeshkian l'assurance que les droits nationaux de l'Iran et le « Front de la Résistance » seraient préservés. Cela montre clairement que les Iraniens ne sont finalement pas disposés à faire des compromis au détriment du Liban et de Gaza.

Il faut s'attendre à ce que le conflit au Moyen-Orient se poursuive : ni les États-Unis ni Israël ne sont disposés à accepter la défaite dans cette guerre et à en assumer les conséquences. Cette position maintient une situation d'incertitude qui pourrait basculer d'un côté ou de l'autre à tout moment. Cependant, cette stratégie se heurte au fait que le temps presse pour l'Occident en raison du détroit d'Ormuz. La diminution des réserves de pétrole a été la principale raison pour laquelle les États-Unis ont signé ce protocole d'accord sous sa forme actuelle. Les Américains cherchent donc à maintenir un état d'incertitude qui leur permette de préparer leurs prochaines actions militaires en toute tranquillité ; toutefois, cet état ne peut être maintenu que si le détroit d'Ormuz reste ouvert entre-temps. Alors qu'environ 130 navires traversaient quotidiennement le détroit d'Ormuz jusqu'au 28 février 2026, ces chiffres sont tombés à pratiquement zéro, puis se sont stabilisés à 5 %–10 % des niveaux d'avant-guerre, avant de remonter en flèche pour atteindre 70 navires le 25 juin 2026. Ces chiffres doivent être considérés avec prudence : on dit que la majorité de ces 70 navires exportaient du pétrole depuis l'Iran après que les États-

Unis eurent levé les sanctions pétrolières à la signature de l'accord. Si les Israéliens ne se retirent pas du Liban et que les Iraniens restent inébranlables — ce à quoi il faut s'attendre —, alors le détroit d'Ormuz restera un goulet d'étranglement congestionné : la bombe à retardement pour l'approvisionnement en matières premières de l'Occident continue de tic-tac.

Les Iraniens peuvent attendre — les Américains, non. Pour évaluer la situation, il convient tout simplement de ne pas tenir compte des déclarations de Donald Trump, car celui-ci parle de paix un instant et de guerre l'instant d'après, changeant d'avis parfois plusieurs fois par jour. Il semble croire qu'il peut obtenir quelque chose des Iraniens grâce à cette tactique de « négociation à la new-yorkaise » qui s'apparente à de la terreur, mais ce n'est pas le cas, puisqu'il n'obtient qu'une seule chose : les Américains se révèlent de plus en plus incapables de s'entendre, menaçant ainsi la paix mondiale.

La guerre en Europe

Le conflit armé en Ukraine, déclenché par l'Occident, a débuté en 2014. Seuls ceux qui ne considèrent pas les bombardements d'artillerie menés depuis des années par l'Ukraine contre le Donbass comme un acte de guerre prétendent que ce sont les Russes qui ont déclenché la guerre en février 2022. C'est là un fait si évident qu'on ne peut que s'étonner des arguments de l'Occident selon lesquels la Russie serait l'agresseur.

Un autre fait est que cette guerre a complètement transformé la technologie et les tactiques de combat : les belligérants ont dû s'adapter à un nouveau type de guerre dominé par les drones et les missiles. Les colonnes de chars et les concentrations de troupes sont attaquées par des drones peu coûteux dès qu'elles sont détectées – et elles le sont très rapidement. Les belligérants ont dû se réadapter et apprendre ce nouvel art de la guerre. Les Russes, en particulier, y sont parvenus avec succès et dominent désormais le champ de bataille d'une nouvelle manière : par des avancées lentes et efficaces, car les attaques massives n'engendrent qu'une seule chose : de lourdes pertes. De telles vagues de progrès technologiques se sont produites à maintes reprises. La mitrailleuse, qui était déjà utilisée avant la Première Guerre mondiale mais dont l'importance était sous-estimée à l'époque, a mis fin à la guerre de manœuvre dès la première année du conflit, lorsque de grandes colonnes de soldats avançaient vers l'ennemi et étaient anéanties. Vers la fin de la Première Guerre mondiale, le char a redonné un peu de mouvement aux lignes de front. Cependant, comparer la situation sur le front en Ukraine à celle de la Première

Guerre mondiale est une analogie erronée : les déplacements lents en petits groupes semblent, jusqu'à présent, être le seul moyen de survivre au barrage de drones et de conserver sa mobilité.

Récemment, les médias occidentaux ont rapporté que les Ukrainiens avaient l'avantage dans cette guerre. Il s'agit toutefois de fausses informations qui n'ont rien à voir avec la réalité sur le terrain. Il faut distinguer les combats sur les lignes de front des attaques de drones menées par l'OTAN en Russie. Sur le front du Donbass, seules quelques villes fortifiées font encore obstacle aux Russes ; une fois celles-ci prises, le Donbass sera libéré. Au-delà, il n'y a plus aucune fortification digne d'intérêt. Plutôt que d'entrer dans les détails, je vous renvoie à l'une des meilleures chaînes, Military Summary, qui fournit depuis le début de la guerre deux mises à jour quotidiennes sur la situation au front.

L'Occident n'a pas encore pris la mesure des signes des temps. Ses experts estiment qu'ils remporteront la victoire dans une guerre contre la Russie. Or, ils n'ont même pas défini leurs objectifs de guerre de quelque manière que ce soit. Ils n'ont donc aucun plan stratégique contre la Russie, si ce n'est celui de l'affaiblir.

Tout d'abord, les Allemands avaient fixé le début de la guerre contre la Russie à 2030. Cependant, nous sommes désormais en 2026, et les Allemands semblent partir du principe qu'avec l'Ukraine comme intermédiaire, ils peuvent envoyer en toute impunité des drones et des missiles de croisière en Russie jusqu'en 2030. L'approche de l'Europe est, bien sûr, coordonnée avec celle des États-Unis. L'utilisation de ces systèmes d'armes n'est pas possible sans la participation américaine. Le président Poutine l'a clairement indiqué il y a quelques jours.

De nombreux observateurs et experts, tant en Russie qu'à l'étranger, estiment que le président Poutine décidera bientôt de lancer une frappe contre des cibles en Europe — y compris celles situées en dehors de l'Ukraine.

Les opinions divergent largement sur ce sujet. Nous avons déjà publié plusieurs articles à ce sujet : dans «1914 va-t-il se répéter ? Une guerre entre l'Europe et la Russie va-t-elle enfin éclater ?», nous avons également examiné la doctrine Karaganov, qui prône l'utilisation d'armes nucléaires, et conclu qu'une attaque est nécessaire, mais pas avec des armes nucléaires. Scott Ritter a par la suite abordé le «sophisme de Karaganov» et s'est également clairement prononcé contre l'utilisation d'armes nucléaires.

Conclusion

Au Moyen-Orient, je ne vois aucune chance réaliste de mettre fin à la guerre, car cela impliquerait, d'une part, le retrait des forces américaines, et Israël se retrouverait alors seul, en tant que petit agresseur génocidaire. Les Israéliens sont sous pression et poursuivent leur génocide à Gaza et au Liban, sans tenir le moindre compte des accords entre les États-Unis et l'Iran, car pour Netanyahou personnellement, le maintien de la guerre est le seul moyen de survivre politiquement.

En Russie, la pression s'intensifie sur le président Poutine pour qu'il adopte une posture plus agressive envers l'Europe, qui ne tente même plus de dissimuler son implication directe dans la guerre contre la Russie. La Russie intensifie ses attaques contre l'Ukraine, notamment en détruisant toutes les stations-service de l'est de l'Ukraine afin de paralyser la logistique des transports. Les forces terrestres enregistrent des progrès visibles, et une fois que les dernières villes fortifiées du Donbass auront été libérées — ce qui devrait se produire dans les prochaines semaines —, la voie vers le Dniepr sera libre.

Le président Poutine mise donc sur une solution militaire en Ukraine et attend qu'une crise énergétique éclate en Europe, où de nombreux vols sont déjà annulés sous des prétextes fallacieux.

La couverture médiatique concertée en Occident, qui prétend que le vent a tourné en Ukraine, ne trouve pas la moindre confirmation dans la réalité sur le terrain en Ukraine. La pénurie de carburant en Russie est également exagérée. Dans certaines régions, le carburant est rationné dans les stations-service. Cependant, cela ne suffit en aucun cas à modifier la ligne de conduite de la Russie.

Il m'arrive très rarement d'avoir l'occasion de m'entretenir avec une personne vivant à Kiev. Selon cette personne, la situation est catastrophique et plus de 90 % de la population est opposée à Zelensky. Lorsque j'ai demandé pourquoi la population ne se soulevait pas, ma source m'a répondu que les gens étaient tellement intimidés par la terreur exercée par les services de sécurité et de renseignement que la communication nécessaire à un soulèvement était impossible. L'Ukraine, présentée par l'Occident comme un exemple éclatant de démocratie, semble être une bombe à retardement dont le tic-tac passe inaperçu par crainte.

Mes craintes qu'une guerre entre l'Europe et la Russie n'éclate – même si l'Europe ne dispose pratiquement d'aucune puissance militaire – n'ont jamais été aussi grandes. Le président Poutine ne sera pas celui qui fera le premier pas vers une

Troisième Guerre mondiale. Lui seul sait combien de temps encore il tolérera les provocations systématiques de l'Occident et comment il y répondra.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Pistorius, Boris Poutine, Vladimir Trump, Donald Bachmann, Ingeborg Allemagne Fédération de Russie ÉTATS-UNIS Ukraine